

Bernard Hubert, Denis Couvet (dir.)

Préface de Marion Guillou, postface de Michel Griffon

***La transition agroécologique
Quelles perspectives en France et ailleurs dans le monde ?***

Presses des mines, 2021, 2 tomes, 255 pages (25 €) et 183 pages (25 €)



***Présentation par Philippe Kim-Bonbled
Membre de l'Académie d'agriculture de France (section 6)
Conseiller du Secrétaire perpétuel***

Les filières agricoles et alimentaires sont entrées en « transition agroécologique » et non en « révolution agroécologique », alors qu'elles peuvent et doivent contribuer à lutter contre la dégradation de l'environnement, première préoccupation des Français en 2020 selon le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC). Pourquoi cette absence de troisième révolution agricole, après celle de la domestication des végétaux et des animaux, et celle de l'intensification des cultures et des élevages ?

Une quarantaine de membres de l'Académie d'agriculture de France jouant, ou ayant joué un rôle primordial dans cette évolution indispensable, en cours au sein des filières agricoles et alimentaires, nous en expliquent les raisons (scientifiques, historiques, géographiques, politiques, sociétales, etc.), dans les deux tomes de l'ouvrage qu'ils ont collectivement rédigé puis publié, début 2021, aux Presses des mines. Ouvrage dont je termine la lecture au moment même où, coïncidence, prend fin la COP 26.

Une première raison s'impose : il n'y a pas consensus sur ce qu'est l'agroécologie. À tel point qu'il n'y a même pas accord sur son orthographe et que l'utilisation ou la non-utilisation du tiret est un moyen de revendiquer « son » approche particulière du concept. Ce qui semble toutefois acquis, comme l'écrit Michel Griffon (président de l'Association internationale pour une agriculture écologiquement intensive) dans sa postface de l'ouvrage, c'est que « l'agroécologie est bien la nouvelle discipline qui devrait assurer une cohérence intellectuelle entre l'agronomie et l'écologie. Mais il s'agit bien d'agroécologie,

c'est-à-dire de l'écologie appliquée aux agroécosystèmes et non d'éco-agronomie c'est-à-dire ce qui pourrait être une agronomie qui se contenterait d'emprunter quelques notions ponctuelles à l'écologie ».

Deuxième raison : adopter les méthodes de l'agroécologie n'est concrètement pas aisé du tout, loin s'en faut. Luc et Marie-Françoise Brizard, agriculteurs, en témoignent dans l'ouvrage. Cela implique de faire les « quatre choix » suivants : a) raisonner globalement du sol au consommateur, donc mettre en place une chaîne agriculture - alimentation - santé ; b) rechercher l'autonomie du système et donc raisonner globalement sur le couple élevage-polyculture ; c) comprendre et utiliser les processus naturels qui permettent de produire et interagir avec le milieu ; d) rejoindre le consommateur, porter jusqu'à lui le fruit de travail à un prix abordable. Autant de choix qui exigent des années de patience pour les adopter.

Troisième raison : le consommateur ne sait pas ce qu'est l'agroécologie. De ce fait, comme le note Pascale Hébel dans l'ouvrage : « difficile pour l'agroécologie de trouver une place entre les produits idéalisés comme le bio et les produits standards beaucoup moins chers ». Une analyse que je partage car j'ai été témoin d'une situation identique lors de la mise en place, qui a échoué depuis, de la certification de conformité des produits agroalimentaires dans les années 1990.

Quatrième raison, et non la moindre, l'agroécologie fait l'objet de blocages internationaux, car des questions subsistent encore dans beaucoup de pays : faut-il supprimer les intrants chimiques ? La biodiversité doit-elle être conservée dans des zones dédiées ou partout ? Les biotechnologies modernes peuvent-elles et doivent-elles contribuer aux transitions agroécologiques ? Le numérique est-il compatible avec l'agroécologie ? Et même dans l'Union européenne, qui a pourtant lancé son *Green Deal*, la nouvelle Politique agricole commune ne favorise pas encore assez le développement de l'agroécologie.

Pourtant, selon les auteurs, l'agroécologie est une réalité et ce déjà depuis des années ! Ses bases scientifiques datent des années 1920, et elle a fait ses preuves en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Inde. Son approche a été modernisée dans la vieille Europe. Le continent africain est, quant à lui, un gisement de techniques de culture et d'élevage agroécologiques. Enfin, cette agroécologie est une des solutions pour que l'agriculture et l'alimentation contribuent à lutter contre le réchauffement de la planète.

Il convient donc d'accélérer le développement de l'agroécologie. C'est là l'objectif principal de l'ouvrage. Parmi ses auteurs, on compte Marion Guillou et Bertrand Hervieu, qui en 2012 ont été les premiers sollicités par le ministre de l'Agriculture de l'époque, Stéphane Le Foll, pour travailler à son « projet de combiner développement économique et social de l'agriculture et préservation de l'environnement ».

L'ouvrage préconise d'abord **d'agir avec la nature mais plus contre elle.** « L'agroécologie consiste à passer d'une logique de production fondée sur la maîtrise des milieux à une autre fondée sur la connivence avec les écosystèmes ; à jouer avec (et non contre) la variabilité des conditions naturelles et de l'hétérogénéité des milieux » insiste Raphaël Larrère.

Il s'agit aussi d'éviter toute position dogmatique. De la part des politiques, des chercheurs, des professionnels de l'agriculture et de l'alimentation, mais aussi de la part

des écologistes, qui devraient se rappeler constamment ce qu'écrit Aldo Léopold dans son *Almanach d'un comté des sables* : « un écologiste est quelqu'un qui a conscience, humblement, qu'à chaque coup de cognée, il inscrit sa signature sur la face de la terre. »

Pour les auteurs, il faut aussi admettre que l'innovation est au cœur de l'agroécologie. Une innovation qui doit être « ouverte, conçue collectivement, pas à pas » et qui est basée sur un « raisonnement systémique » ayant des composantes agronomiques, techniques, organisationnelles, institutionnelles, territoriales, etc. L'agroécologie n'est surtout pas un retour vers un passé fantasmé.

Enfin, l'ouvrage indique qu'il convient de « profondément renouveler la Politique agricole commune (PAC) » dans l'Union européenne. Un groupe de travail de l'Académie d'agriculture de France a récemment fait d'importantes propositions en ce sens. Concernant particulièrement le second pilier, ses membres souhaitent notamment que « les Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) 'systèmes' soient remplacées par des Contrats de transition agroécologiques (CTAE) ».

Au vu de toutes ces préconisations académiques, on comprend que c'est bien une « transition agroécologique » au long cours qu'il convient de mettre en place dans les filières agricoles et alimentaires, et non pas d'y faire une nouvelle « révolution » ! Une révolution trop disruptive, comme l'a été la mutation industrielle de l'agriculture des années 1960, a conduit, selon les auteurs, à des impasses techniques et environnementales. Il convient désormais d'être « plus modeste » dans la compréhension des mécanismes de la vie.

Gageons donc, comme la quarantaine d'académiciens co-auteurs de l'ouvrage, qu'une transition agroécologique bien menée fera de l'agriculture et de l'alimentation des composantes majeures de la relève du défi de 2050, à savoir : « nourrir durablement 9,8 milliards d'humains (dont 6,5 seront des citoyens) avec moins de terres et d'eau, et avec des technologies en gestation ou qui restent à inventer pour prendre en compte les contraintes sociales, énergétiques, environnementales et le changement climatique ». Reste à en convaincre la société dans son ensemble...